



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen - CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 22 octobre 2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 8 octobre 2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SFTR

Carrière Saint-Paul BP 24
57860 Montois-la-Montagne

Références : MONTOIS-LA-MONTAGNE_SFTR_2024-10-09_RAPVI-PPC_APE_00566
Code AIOT : 0006201610

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08 octobre 2024 dans l'établissement SFTR implanté Carrière Saint- Paul BP 24 - 57860 Montois-la-Montagne. L'inspection a été annoncée le 26 septembre 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle imposant une inspection annuelle du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SFTR
- Carrière Saint- Paul BP 24 - 57860 Montois-la-Montagne
- Code AIOT : 0006201610
- Régime : autorisation
- Statut Seveso : non Seveso
- IED : oui

La société SFTR exploite une Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) sur les communes de Montois-la-Montagne et Moyeuvre-Grande depuis 1977. Les activités mises en œuvre relèvent notamment des rubriques suivantes de la nomenclature des ICPE :

- 2760.2 classant les installations de stockage de déchets non dangereux ;
- 3540 classant les installations de stockage de déchets autres que celles mentionnées à la rubrique 2720 et celles relevant des dispositions de l'article L. 541-30 du code de l'environnement, recevant plus de 10 tonnes de déchets par jour ou d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes.

La zone actuellement en exploitation (casier Montois III) est notamment réglementée par l'arrêté préfectoral n°2009-DEDD/IC-2 du 6 janvier 2009 modifiant certains articles de l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2007 autorisant la société SITA FD à exploiter une Installation de Stockage de Déchets

Non Dangereux sur les communes de Montois-la-Montagne et Moyeuvre-Grande. L'arrêté préfectoral complémentaire n°2009-DEDD/IC-199 du 8 octobre 2009 a acté le changement d'exploitant au profit de la société SFTR.

De plus, l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux (autorisation sous la rubrique ICPE 2760) est applicable à l'établissement.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative - rubriques 2760 et 3540	Code de l'environnement du 03/10/2024, article R.511-9 partiel	Sans objet
2	Risques chroniques, Déchets – registre chronologique	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	Sans objet
3	Tracabilité des déchets dangereux	Code de l'environnement, article R.451-45 partiel	Sans objet
4	Collecte et stockage des lixiviats	Arrêté Préfectoral du 06/01/2009 modifié, article 18 partiel	Sans objet
5	Traitement des lixiviats	Arrêté Préfectoral du 06/01/2009 modifié, article 35.2 partiel	Sans objet
6	Prévention des odeurs	Arrêté Préfectoral du 06/01/2009 modifié, article 31 partiel	Sans objet
7	Drainage et collecte du biogaz	Arrêté Préfectoral du 06/01/2009 modifié, article 19	Sans objet
8	Valorisation du biogaz	AP Complémentaire du 25/02/2022, article 4	Sans objet
9	Valorisation du biogaz - rejets	AP Complémentaire du 25/02/2022, article 5.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, il n'est pas proposé de suites administratives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative - rubriques 2760 et 3540

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.511-9 partiel
Thème(s) : Situation administrative, rubriques 2760 et 3540
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La colonne "A" de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (annexe non reproduite). Nota : les activités relevant de la législation des installations classées sont énumérées dans une nomenclature des installations classées qui le soumet à un régime d'autorisation, d'enregistrement ou de déclaration en fonction de l'importance des risques ou des inconvénients qui peuvent être engendrés. [...]</p> <p>2720. Installation de stockage de déchets résultant de la prospection, de l'extraction, du traitement et du stockage de ressources minérales ainsi que de l'exploitation de carrières (site choisi pour y accumuler ou déposer des déchets solides, liquides, en solution ou en suspension). [...]</p> <p>2760. Installation de stockage de déchets, à l'exclusion des installations mentionnées à la rubrique 2720 : [...]</p> <p>2. Installation de stockage de déchets non dangereux autre que celle mentionnée au 3 :</p> <p>a) Dans une implantation isolée au sens de l'article 2, point r) de la directive 1999/31/ CE, et non soumise à la rubrique 3540 (E)</p> <p>b) Autres installations que celles mentionnées au a (A)</p> <p>3. Installation de stockage de déchets inertes (E)</p>

<p>[...]</p> <p>3540. Installations de stockage de déchets autres que celles mentionnées aux rubriques 2720 et 2760-3 : 1. Installations d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes (A)</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>La société SFTR est autorisée par arrêté préfectoral 2009-DEDD/IC-2 du 6 janvier 2009 modifié à exploiter une installation de stockage de déchets non dangereux (rubriques 2760-2b et 3540). L'installation stocke des déchets non inertes d'origine principalement ménagère pour une quantité maximale de 100 000 T/an. Du 1^{er} janvier 2024 au 7 octobre 2024, l'installation a admise 84 148,5 T de déchets non dangereux en enfouissement.</p> <p>L'exploitant a indiqué ne pas prévoir de dépassement des seuils autorisés pour l'année en cours, avec une possibilité de transvaser si besoin des déchets excédentaires vers les installations de Teting-sur-Nied (57) et Lesmenils (54).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Risques chroniques, Déchets – registre chronologique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Déchets - registre chronologique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes:</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement:</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité:</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle du déchet; - le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement; - s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la convention de Bâle susvisée; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique; - la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m³; <p>c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets; - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets; - la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement; <p>d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement:</p> <ul style="list-style-type: none"> - le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets;
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant utilise un registre informatique via le logiciel CLEAR pour la gestion des pesées. Il utilise de plus le logiciel SYNERGIE pour le suivi des fiches d'identification préalable (FIP). Chaque producteur de déchet possède une FIP unique, actualisée chaque année. L'inspection a constaté la bonne utilisation de ces outils par l'exploitant lors d'une admission de déchets en direct. Par sondage, le contenu du registre des déchets entrants a été vérifié. Les entrées contrôlées</p>

présentent bien les informations supra.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Traçabilité des déchets dangereux

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.451-45 partiel
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets dangereux - Trackdéchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p> <p>[...]</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué utiliser l'application TrackDéchets depuis courant 2022. L'inspection a constaté que, pour l'année 2024, trois bordereaux de suivi de déchets (BSD) ont été émis. Le BSD sondé possède notamment les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Émetteur du déchet ; • Récepteur du déchet ; • Transporteur du déchet ; • Mode de gestion (élimination, enfouissement, recyclage...) ; • Date de l'opération. <p>Vu le BSD du 26/03/2024 sur le compte TrackDéchets de l'exploitant.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Collecte et stockage des lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2009 modifié, article 18 partiel
Thème(s) : Risques chroniques, lixiviats
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]. A l'exception des anciennes parties A et B de Montois II et de Montois I pour lesquelles il est admis une charge hydraulique maximale de 1 mètre en fond des alvéoles, l'ensemble de l'installation de drainage et de collecte des lixiviats est conçu de façon à limiter la charge hydraulique de préférence à 30 cm, sans toutefois pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante mesurée au droit du regard et par rapport à la base du fond du casier. La surveillance de la charge hydraulique de l'ensemble des alvéoles de Montois I, II et III s'effectue à une fréquence mensuelle, à l'aide d'une sonde piézométrique. Les résultats de cette surveillance sont reportés sur un registre et conservé à la disposition de l'IIC.</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a expliqué effectuer des contrôles visuels hebdomadaires sur le terrain afin de suivre l'état des réseaux de biogaz et de lixiviats des casiers de Montois I, II et III. Les résultats de ces contrôles sont consignés dans des fiches "terrain". Vu la fiche terrain du contrôle du 7 octobre 2024.</p> <p>Ce suivi est complété par un contrôle mensuel de la charge hydraulique des 3 casiers. L'exploitant a présenté le suivi de la charge hydraulique pour l'année 2024. Les hauteurs mensuels en lixiviats à l'intérieur des casiers de Montois I et II sont bien inférieures à 1m (maximum ~0,8m lors de la réinjection de lixiviats dans les casiers). Les hauteurs en lixiviats à l'intérieur du casier de Montois III sont bien inférieures à 0,5m (maximum à 0,34m en juillet au niveau de la subdivision 3.2).</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Traitement des lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2009 modifié, article 35.2 partiel
Thème(s) : Risques chroniques, Lixiviats
Prescription contrôlée : [...] Les installations sont dimensionnées de façon à pouvoir traiter des lixiviats en provenance d'installations de stockage de déchets non dangereux extérieures, pour une capacité moyenne de traitement des lixiviats extérieurs de 30 m ³ /jour. Les perméats (lixiviats traités dans les unités de traitement) satisfaisant les critères suivants : <ul style="list-style-type: none">• pH compris entre 6,5 et 8,5• conductivité < 500 µS/cm• MES < 100 mg/l sont évaporés dans un modulé dédié équipant la torchère. Le rejet des perméats dans le sol, les eaux souterraines ou les eaux de surface est interdit.
Constats : L'exploitant a indiqué que la chaudière de l'unité de traitement par flot tombant était en panne et en cours de réparation. Par conséquent, une partie des lixiviats n'a pas été traitée. L'exploitant a estimé envoyer environ 1 500 m ³ de lixiviats en STEP le temps de réparer sa chaudière. L'exploitant a transmis le rapport de suivi d'analyse des perméats réalisé par le laboratoire Cereco le 26 mars 2024 en amont de l'évaporation de ces derniers via torchère. Les paramètres supra sont respectés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prévention des odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2009 modifié, article 31 partiel
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
Prescription contrôlée : L'exploitation est menée de manière à limiter autant que faire se peut les dégagements d'odeurs. [...]
Constats : Tous les samedi, l'exploitant recouvre d'une couche de terre la subdivision de casier en cours d'exploitation. De manière exceptionnelle, il recouvre aussi d'une couche de terre cette subdivision en prévision de vents forts. Cette mesure permet notamment de limiter les envols et la diffusion d'odeurs. L'installation est de plus équipée d'un réseau de puits permettant de collecter le biogaz. Le jour de la visite, l'exploitant a indiqué que l'ensemble des têtes de puits étaient connectées au réseau de collecte. Ce biogaz est envoyé dans les installations de valorisation présentes sur site. L'exploitant a indiqué que le jury de nez mis en place pour permettre le suivi des dégagements d'odeurs n'a pas remonté d'observations depuis mai 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Drainage et collecte du biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2009 modifié, article 19
Thème(s) : Risques chroniques, Biogaz
Prescription contrôlée : Pour ce qui concerne Montois I et II, les casiers contenant des déchets biodégradables susceptibles de produire encore du biogaz sont équipés d'un réseau de drainage des émanations gazeuses. Pour ce qui concerne Montois III, les subdivisions de casier contenant des déchets biodégradables sont équipés, au plus tard un an après leur comblement, d'un réseau de drainage des émanations gazeuses. La collecte du biogaz est en service dès la production du biogaz dans les subdivisions de casier exploitées en mode bioréacteur.

<p>Ces réseaux de drainage sont conçus et dimensionnés pour aspirer de façon optimale et sûre le biogaz et le diriger vers des installations de valorisation (unités de traitement des lixiviats, torchère équipée d'un module d'évaporation des perméats, unité d'épuration et de valorisation du biogaz (nommé "WAGABOX"))</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le suivi de la captation de biogaz pour les différents casiers sur le mois d'août 2024. L'inspection a constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le casier de Montois I ne produit presque plus de biogaz ; • le casier de Montois II produit des quantités relativement faibles de biogaz (~60 Nm³/h à 40% de CH₄) ; • le casier de Montois III produit des quantités relativement faibles de biogaz (~100 Nm³/h à 44% de CH₄) ; <p>L'exploitant a présenté le plan des réseaux du site. L'inspection a pu constater que le site est équipé d'une centaine de puits de captation de biogaz. Les puits du casier de Montois III possèdent un rayon de captation de 25 m. L'inspection n'a pas constaté de têtes de puits déconnectées du réseau de collecte.</p> <p>Le réseau de collecte est bien connecté aux installations de valorisation supra, notamment à une unité d'épuration du biogaz (WAGABOX).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Valorisation du biogaz

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/02/2022, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, installation d'épuration du biogaz</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation d'épuration du biogaz permettant la production de biométhane, nommée « WAGABOX », est notamment constituée :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'une unité de prétraitement du biogaz (filtration, surpression et séchage) ; • d'une unité de désulfuration du biogaz ; • d'une unité d'épuration membranaire composée : <ul style="list-style-type: none"> ◦ d'un compresseur ; ◦ d'une unité d'épuration des composés organiques volatils (COV) ; ◦ d'une unité d'épuration des vapeurs d'huile d'aérosols (ORS) ; ◦ d'une unité d'épuration membranaire du CO₂ ; • d'une unité de cryodistillation à laquelle est associée un réservoir d'azote liquide de 7,5 m³ ; • d'un compresseur réseau permettant au biométhane d'atteindre la pression d'alimentation du réseau de distribution de gaz naturel ; • d'un oxydateur thermique. <p>Un plan de l'installation représentant notamment les différents équipements qui la constituent ainsi que les tuyauteries et dispositifs de sécurité est tenu à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'unité d'épuration de biogaz WAGABOX permet de réinjecter un biogaz à au moins 98% de CH₄ (l'installation produit un biogaz à 99% de CH₄) dans le réseau de GRDF. Sur déclaration de l'exploitant, l'installation est bien composée des éléments supra. L'exploitant effectue une dépollution primaire au charbon actif afin d'enlever une grande majorité des composés organiques volatils et du sulfure d'hydrogène. La société ayant développé l'unité d'épuration gère ensuite le reste du process. Sur l'année 2024, le système WAGABOX a permis de réinjecter environ 1 200 000 Nm³ de biogaz à 99% de CH₄ dans le réseau de GRDF.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Valorisation du biogaz - rejets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/02/2022, article 5.2

Thème(s) : Risques chroniques, rejets à l'atmosphère - VLE

Prescription contrôlée :
Les rejets atmosphériques de l'unité d'épuration du biogaz dénommée WAGABOX respectent les caractéristiques suivantes :

Paramètre	Valeur limite d'émission (mg/Nm³)	Fréquence des analyses
CO	150	Annuelle ou toutes les 4500 heures*
SO ₂	300	
Vitesse gaz, débit gazeux sec, température, pression, humidité,%O ₂	-	

* Contrôle annuel si fonctionnement supérieur à 4500 heures ou après 4500 heures de fonctionnement si l'installation fonctionne moins de 4500 heures par an.

Les résultats de mesure sont rapportés aux conditions normales de température et de pression, c'est-à-dire 273 K pour une pression de 101,3 kPa avec une teneur en oxygène de 11 % sur gaz sec.

Les résultats des analyses sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 45.1 de l'arrêté préfectoral n° 2009-DEDD/IC-2 du 6 janvier 2009 modifié susvisé. De plus, l'exploitant présente les flux annuels massiques rejetés à l'atmosphère par la torchère et par l'oxydateur thermique pour les paramètres mentionnés dans le tableau ci-dessus.

Constats :
L'exploitant a déclaré que la torchère de l'unité WAGABOX fonctionne très peu souvent (seulement lorsque le biogaz ne peut pas être envoyé dans le réseau, notamment en cas de pureté en méthane inférieure à 98%). Lors du fonctionnement de l'unité d'épuration WAGABOX, cette dernière rejette donc très peu de gaz dans l'atmosphère.
Les rejets sont contrôlés annuellement par le groupe SOCOTEC qui effectue la moyenne sur 3 mesures pour chaque paramètre. Le dernier contrôle date du 9 janvier 2024 et conclue au respect des valeurs limites d'émission.

	Moyenne des mesures	VLE
CO	46,96 mg/Nm3	150 mg/Nm3
SO2	0,49 mg/Nm3	300 mg/Nm3

Les résultats des mesures sont bien rapportés aux conditions normales de température et pression, avec une teneur en oxygène de 11% sur gaz sec. Vu le rapport de mesures réalisé par SOCOTEC en date du 31 janvier 2024.

Type de suites proposées : Sans suite